

DE LA REFONDATION À DROITE AUX ENJEUX DES REFONDATIONS À GAUCHE

Deux articles de Paul Boccara

Sont considérés ici certains éléments fondamentaux pouvant rendre compte du succès électoral de la droite et de Sarkozy, de la force des atouts de la refondation à droite aux insuffisances et faiblesses marquées de la gauche. À partir de ces éléments, sont examinées certaines conditions de refondations et novations efficaces à gauche et dans ses composantes. Sur le succès de la droite comme sur des refondations profondes à gauche possibles, l'analyse se borne à trois ensembles de questions, liées entre elles, qui seraient décisives :

- les questions de la forme d'un rassemblement politique élargi ;
- les questions de fond d'un projet à la fois économique et sociétal ;
- les questions des bases sociales étendues de la construction idéologique et politique

Éléments sur les conditions du succès de Sarkozy

Paul Boccara

I-Éléments sur la refondation récente à droite et l'efficacité de son déploiement

Considérons d'abord la forme politique

La forme politique et le rassemblement

L'ampleur du rassemblement en faveur de Sarkozy renvoie tout particulièrement à la récupération tout azimut d'idées et propositions, de l'extrême-droite à la gauche, par une droite se disant à la fois décomplexée et de rupture, mais en liaison avec les propositions de libéralisme classique de faveurs aux entreprises capitalistes et aux riches, comme les réductions d'impôt sur les sociétés et sur les revenus. Ont été ainsi récupérées certaines thématiques d'extrême droite comme sur la sécurité, l'identité nationale et l'émigration, avec leur impact électoral. Mais aussi ont été récupérées, d'une certaine façon, des thématiques de gauche ou encore syndicalistes, comme sur la sécurisation des parcours professionnels et la protection de l'emploi. Ou encore certaines idées ayant pu avoir cours parmi les divers partisans du non au traité constitutionnel européen, comme celle de la protection économique et sociale de l'Union européenne vis-à-vis de l'extérieur.

Tout particulièrement, la récupération réussie d'une partie de la clientèle populaire du Front national marque un tournant politique.

Cet amalgame de récupérations, alliées aux idées du libéralisme de droite - comme un contrat de travail unique, prétendant favoriser l'embauche, aux droits progressant dans le temps, donc permettant de licencier sans motif au début - tend vers une sorte de «révolution conservatrice». Cela veut dire la suppression brutale des droits acquis et des transformations sociales et politiques effectivement très profondes, mais pour renforcer les dominations existantes et casser l'opposition démocratique. Cela prendrait la suite proprement politique des tentatives de refondation sociale et idéologique du MEDEF, en exacerbant le caractère présidentieliste du régime. Sarkozy a ainsi pu utiliser la volonté majoritaire de

rupture et de changement de façon démagogique afin de répondre hardiment aux exigences des forces économiques et culturelles dominantes, en se présentant en leader volontariste, autoritaire et unificateur et en visant à concentrer le plus possible les pouvoirs d'État.

Le fond du projet présenté

Sa force d'attraction a pu sans doute se rapporter à l'articulation des propositions économiques et sociales, martelées en slogans prétendant répondre à la fois à des besoins populaires et aux forces capitalistes, avec l'affirmation de valeurs morales correspondantes et d'un volontarisme politique pour les réaliser.

Il s'agit tout particulièrement du travail. Le slogan «travailler plus pour gagner plus », en supprimant cotisations sociales et impôts sur les heures supplémentaires, veut relier à sa façon le besoin et la promesse de meilleurs salaires aux valeurs d'efforts et de mérite, tout en s'opposant à la réduction du temps de travail de gauche et en prônant les réductions de charges sociales et d'impôts de droite.

Cela s'est mêlé aux propositions sur la sécurité et sur l'émigration, sur la protection de l'Union européenne, ou encore sur la baisse des prélèvements publics et sociaux sur les patrimoines et les entreprises.

L'extension des bases sociales de la droite refondée

Elle se réfère tout particulièrement à la division classique des salariés pour l'intégration d'une bonne partie d'entre eux aux forces dominantes du capital et des entreprises, et à son utilisation au maximum pour l'intégration dans la conjoncture politique sociale et politique particulière. Cela peut se rapporter aux tendances de longue durée : de persistance du chômage, mais aussi de montée des services, ou encore de l'individualisation du travail, favorisant une certaine intégration aux projets d'entreprise, de type social-libéral ou de droite libérale. Ces tendances à l'intégration se seraient accé-

lérées, avec les suppressions d'emplois désormais également dans les services, la crainte du déclassement et de l'appauvrissement, écartant les travailleurs en emploi de l'union avec les chômeurs et les exclus, eux-mêmes largement rejetés dans une posture de culpabilisation ou de protestation, pour se rapprocher des donneurs d'emplois et donc des entreprises et des puissances d'argent. Cela a pu s'ajouter à l'attraction nouvelle des forces d'argent, avec l'expansion boursière et spéculative, pour toutes les couches moyennes, y compris des retraités. D'où l'attraction de l'idéologie de récupération par la droite pour l'intégration aux chefs d'entreprise, de certaines idées de gauche ou d'extrême droite, tout en combinant idées libérales de faveurs aux patrimoines et mesures autoritaires pour les travailleurs, y compris la démagogie sur des soutiens pour la sécurisation des parcours professionnels.

II- Éléments sur les insuffisances et les faiblesses à gauche dans la campagne des élections présidentielles.

Ces faiblesses peuvent aussi être considérées du point de vue des trois ensembles de questions : des formes politiques du rassemblement, du fond idéologique des propositions et des bases sociales concernées.

Les formes politiques

Les divisions exacerbées, dans toutes les composantes de la gauche, ont tendu à affaiblir les rassemblements tentés. Cela s'est relié à l'excès de confiance dans la poursuite des succès antérieurs, du «non de gauche» au traité européen pour «la gauche de la gauche», au succès des élections régionales pour le PS.

À l'intérieur du parti socialiste les oppositions entre les principaux dirigeants ont été acharnées derrière un ralliement de façade, en relation non seulement avec toutes les ambitions, mais aussi avec le style non coopératif et le contenu de la campagne de Ségolène Royal, avec ses dérives droitières et la personnalisation de séduction l'emportant sur l'argumentation.

En même temps, la division avec les formations de la gauche de la gauche s'est affirmée, sans que soient trouvées de la part de ces dernières des modalités de critique du PS rendant néanmoins crédible la possibilité d'une autre construction plus vaste et efficace. À la droite du PS, la montée d'un centrisme dit ni droite ni gauche, a pu contribuer à stériliser une partie des forces de rejet de la domination d'une UMP encore droitisée. Tandis que les appels de Ségolène Royal à ce centrisme ont encore pu brouiller son image et son message. Sa thématique de démocratie participative s'est diluée dans des débats sans portée décisionnelle.

À la gauche du PS, la grande illusion, longtemps entretenue, sur un rassemblement appuyé sur les «comités anti-libéraux», entre le PC, les tout petits groupes de gauche radicale, la LCR et des éléments de la gauche socialiste, sur son unité et sur sa force électorale, a accru au contraire les désillusions et les déchirements suite aux chocs des différences profondes de fond, des méfiances vis-à-vis du PCF et des ambitions personnelles.

Et les résultats ont confirmé la faiblesse de l'audience effective des divers candidats se réclamant de l'anti-libéralisme et de leurs élaborations de sommet, coupées des mobilisations dans les actions sur le terrain.

Les appels à l'intervention directe des citoyens ne se sont pas traduits par des propositions concrètes et des initiatives de luttes novatrices suffisamment soutenues.

Le fond de l'idéologie et des propositions

Ce qui est le plus remarquable, ce sont sans doute les insuffisances fondamentales de mise en avant des propositions sociales, répondant aux aspirations populaires ainsi que des syndicats de salariés et des associations, accompagnées des moyens financiers et politiques alternatifs crédibles d'une construction de transformation hardie à gauche.

Au contraire, la reprise par Ségolène Royal de certaines thématiques de droite comme sur la sécurité et l'ordre moral, sur la dette, ou sur les profits des entreprises et la baisse de leurs charges sociales, a pu contribuer à conforter le vote pour la droite elle-même.

La candidate du PS s'est positionnée largement sur ces thèmes de droite, au détriment de la mise en avant des propositions sociales les plus novatrices à gauche, comme sur l'emploi et la formation pour chacun avec la sécurité sociale professionnelle.

Cette question était fortement posée au tout début de la campagne électorale, depuis sa revendication par le PS jusqu'à sa reprise par Borloo et Sarkozy et à la convergence de tous les syndicats sur la sécurisation des parcours professionnels. Mais, elle a de plus en plus reculé dans la campagne de la candidate socialiste, jusqu'à son absence dans sa bouche dans le duel télévisé du deuxième tour alors que Sarkozy l'y a quant à lui évoquée ! De même, cette candidate n'a pas mené de façon systématique la bataille sur tous les salaires ni sur les valeurs d'égalité et de justice sociale, et pas du tout sur le soutien d'un autre crédit des banques, à l'opposé de la domination des marchés financiers, y compris une autre action de la BCE, pouvant crédibiliser des propositions sociales hardies. On comprend dans ces conditions que Ségolène Royal, créditée de 55 % dans les sondages du début, après les mobilisations sociales victorieuses contre le CPE, ait reculé à 47 % au vote final.

Mais il faut aussi souligner que la CGT et les autres syndicats n'ont pas non plus fortement mené la campagne sur les exigences de la sécurité sociale professionnelle. Et du côté du PCF, alors que des assises régionales pour élaborer une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation y avaient été décidées et ont été organisées, la direction nationale et beaucoup dans les directions fédérales les ont largement négligées, pour ne pas dire boycottées en fait, en sous-estimant gravement leur potentiel mobilisateur.

Enfin, de ce côté, comme de celui des autres candidatures se voulant antilibérales, la question cruciale de l'articulation, aux objectifs de sécurisation et de promotion de l'emploi, de l'incitation à un autre crédit des banques, d'autres utilisations des fonds publics, à de nouveaux pouvoirs des travailleurs dans les entreprises, le service public de l'emploi et les localités, n'a pas été mise systématiquement en avant.

Les bases sociales et de la majorité salariale

Dans les campagnes des diverses composantes de la gauche, on peut noter au moins trois faiblesses.

C'est d'abord l'insuffisance des efforts pour organiser et démontrer les solidarités salariales et la force de leur majorité mobilisable contre la domination du capital financier, avec au contraire, les hésitations ou les incohérences entre les références aux couches populaires, précaires, discriminées, comme dans les banlieues et celles aux couches salariées mieux installées dans la société. C'est ensuite, au sujet des salaires, les diverses propositions d'élévation du SMIC, mais, sans la crédibilisation des moyens (comme avec les baisses de charges financières pour les PME) et surtout sans l'insistance sur le relèvement de l'ensemble des salaires à partir du

SMIC, à l'opposé de la proposition de gagner plus, en travaillant plus, pour tous les salariés en emploi, martelée par Sarkozy. Enfin, au lieu de contrer le ralliement d'une partie importante des salariés aux forces dominantes des entreprises, l'accent n'a pas été mis à gauche sur la convergence possible des opposi-

tions des différentes catégories de salariés et des alternatives communes pour leur promotion, contre la domination du capital financier, avec la liaison de la croissance de l'économie réelle et notamment des PME, aux emplois qualifiés, à la formation des salariés et à l'expansion des services publics ■

Éléments sur les enjeux des refondations ou novations à gauche

Paul Boccaro

Nous pouvons considérer les enjeux de refondations ou novations très profondes et efficaces dans la gauche et dans ses composantes à partir des trois ensembles déjà balisés, des formes politiques, du fond des propositions, des bases sociales, pour une autre construction effectivement transformatrice. Mais on doit sans doute aussi les croiser avec trois autres ensembles de défis :

- les mutations techniques et sociales fondamentales ;
- l'achèvement éventuel du cycle ouvert par le succès de Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 ;
- les luttes immédiates pour les résistances et les propositions alternatives face aux transformations réactionnaires.

Les formes politiques et le rassemblement possible

Les mutations techniques et sociales se rapportent, à partir des tendances longues de montée de la télévision puis d'Internet par rapport aux journaux et aux livres et aussi du présidentialisme par rapport aux partis, à leur aiguisement récent avec l'arrivée aux commandes d'une génération entièrement développée dans ce cadre.

Ainsi, la personnalisation, l'image et la séduction l'emportent sur le discours argumenté des présidentiables antérieurs. C'est l'identification aux personnalités charismatiques, l'appel aux témoignages de type télé-réalité, le martèlement de slogans simplistes, voire l'anti-intellectualisme vulgaire, le sensationnel privé et le populisme, le «peuple» irrationnel, diffusé par les médias et désormais démultiplié par les sites, les blogs et le recours à l'Internet. Toutefois, il y a aussi la volonté et les possibilités techniques nouvelles de participer par des interrogations, des expressions et des réflexions personnelles des

simples citoyens au débat politique et sociétal.

Les implications politiques renverraient tout d'abord au refuge d'un grand nombre de ceux qui se sentent menacés et affaiblis (réalité ou risque de chômage, de salaires insuffisants, de déclassement) dans l'identification au projet de ceux qui semblent les plus forts. Cela a poussé au soutien des dominants politiques ou économiques y compris par des masses de dominés, à l'opposé des intérêts objectifs contraires et de la crédibilité de propositions mettant en cause les forces dominantes. Certes, c'est un phénomène classique déjà expérimenté par le passé. Mais, la nouveauté proviendrait peut-être, avec la bipolarisation et la personnalisation à outrance des élections présidentielles, de la récupération sans vergogne de certaines idées des concurrents pour encore capter des voix. Mais ce captage, n'ayant pas le même sens entre conservatisme et progrès social, a favorisé le rassemblement majoritaire à droite derrière les promesses de changement des forces déjà installées et au contraire la division et le brouillage des messages à gauche.

Cependant, la nouveauté serait aussi la possibilité technique et l'exigence sociétale de débats vraiment participatifs ou plutôt interactifs de la part des simples électeurs eux-mêmes. D'où l'ambivalence entre la démagogie du volontarisme et de la compassion manipulatrice qui ont dominé dans la campagne, ou, au contraire, la possibilité d'une transformation radicale des débats dans tous les types de médias, grands et petits, en relation avec des expérimentations d'action sur le terrain pour une tout autre construction de la politique. En effet, au-delà de l'hyper-délégation du présidentielisme télévisé exacerbé, il ne s'agirait pas simplement de retourner à la délégation des discours classiques programmatiques des représentants. Ne pourrait-on au contraire dépasser les prétendus débats participatifs actuels, toujours délégataires en fait, pour expérimenter la novation d'autres débats, articulés à des tentatives d'interventions sur le terrain, décentralisées et concertées, avec des prises de pouvoirs partagées depuis les entreprises, les services publics et les localités, en relation avec tous les acteurs sociaux concernés et une tout autre utilisation des moyens techniques de l'audiovisuel, de la télévision et du câble aux ordinateurs et aux sites multimédia ? Pourquoi pas, notamment, une chaîne intersyndicale et inter-associations ?

Fin de cycle ?

Tout cela rejoindrait les nécessités d'une transformation historique très profonde de la construction politique à gauche et dans ses composantes, rompant avec la domination des accords de sommet et des partis essentiellement délégataires du cycle ouvert par la victoire de Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981. Et cela du point de vue du PS, du PCF et de la gauche de la gauche, ou encore de la forme parti traditionnelle.

En ce qui concerne le PS, la stratégie qui a consisté à réduire l'influence du PCF en récupérant certaines de ses thématiques «marxistes» et une partie de ses électeurs avec le programme commun et ensuite à abandonner graduellement cette thématique pour aboutir à se rallier, avec quelques aménagements, au nouveau courant du libéralisme mondial, aboutirait désormais à se retourner contre le PS lui-même. Cela tend désormais à favoriser la droite refondée hyper libérale et récupérant à la fois des idées d'extrême droite comme sur les immigrés et des thématiques sociales de gauche comme sur la sécurisation de l'emploi.

En outre, le laminage du PCF et le rejet du social libéralisme par toutes les composantes de «la gauche de la gauche» se retourneraient aussi contre l'accession du PS au pouvoir d'État.

D'où le risque grave d'un nouvel échec pour lui, en cas de fuite en avant vers un accord avec le centrisme de droite, mais aussi d'une orientation plus marquée à gauche quoique sans transformation radicale de son positionnement en liaison avec des innovations profondes de toute la gauche et des rapports des partis de gauche aux luttes.

En ce qui concerne le PCF, le problème principal posé dans ce cycle de l'union de la gauche qui se termine pour lui par un échec majeur sur l'effondrement et le déchirement, est sans doute celui de la conciliation efficace de la participation à un gouvernement et une majorité de gauche avec l'impulsion des propositions novatrices de maîtrise et de dépassement du capitalisme, avec des luttes critiques indépendantes, en relation avec les syndicats et associations, pour des réponses hardies aux besoins populaires et les transformations effectives de progrès radical.

D'où l'inadéquation fondamentale des projets opposés de

dissolution du PCF et de sa dilution, soit dans une formation avec des éléments du PS, majorant la jonction avec le PS, soit dans un amalgame avec des éléments d'extrême gauche prétendant tirer une formation de gauche rivale du PS. On aurait dans chaque cas, une régression désastreuse par rapport à une novation profonde pour un PCF autre, de démocratie sociale participative, avec les créations fines des recherches néo-marxistes pour de nouvelles propositions et pratiques de lutte de portée révolutionnaire pouvant traverser plus ou moins toute la gauche.

En effet, on peut faire l'hypothèse d'un dépassement possible, graduel, des contradictions paralysantes entre union majoritaire à gauche et opposition des tendances révolutionnaires et réformistes, par la majoration des luttes et exigences sociales, politiques et idéologiques depuis le terrain local pour des transformations efficaces, par rapport aux accords de sommet et aux pouvoirs politiques d'État centralisés. Cela renvoie, entre autres, à la construction d'un dépassement graduel des formes politiques délégataires. Il s'agirait, d'une part, d'une véritable démocratie participative, avec la conquête de pouvoirs (de fait, puis institutionnalisés) d'intervention directe des travailleurs et des citoyens, depuis les entreprises, les services publics et les localités, décentralisés puis concertés, jusqu'au plan national et européen. Et il s'agirait, d'autre part, de transformations radicales des formes «parti» actuelles, ainsi que du rôle des associations et des syndicats. Cela s'opposerait aux hyperdélégations représentatives, dominant à la fois les institutions politiques et les formes «parti» traditionnelles, avec la montée dans les deux cas du présidentielisme, et des rivalités au sommet pour le maintien ou l'alternance au pouvoir recherchés.

On chercherait à ressourcer la délégation aux assemblées représentatives, en développant en relation avec leurs élaborations, des pouvoirs d'intervention en permanence des citoyens et des travailleurs, indépendants des alternances de majorités représentatives. Et cela avec de nouvelles assemblées de concertation des interventions locales, comme des Conférences régionales sur l'emploi et la formation, ou une refonte du Sénat pour en faire une assemblée de concertation des interventions locales, en transformant profondément les institutions politiques et sociales. Mais cela bouleverserait aussi l'activité des partis et déjà d'un parti communiste en novation démocratique pour aider à animer les interventions directes des travailleurs et des citoyens depuis les entreprises et le terrain local, à l'opposé de la majoration du rôle de machine électorale et de soutien des élus.

Cela peut sembler trop utopique. Mais, dans l'immédiat, tandis que la Ve république de Sarkozy veut exacerber le présidentielisme, la concentration des pouvoirs et la délégation, y compris par des transformations des institutions en relation d'ailleurs avec les délégations à la Commission européenne et du traité dit simplifié européen, une VIe république constitue la riposte. Et elle instaurerait une démocratie participative et d'interventions directes, avec une mixité évolutive entre délégations aux assemblées et pouvoirs d'intervention décentralisés et concertés. Ces transformations profondes des formes politiques pourraient être mises en expérimentation dans les luttes.

Le fond des propositions d'un projet de société et de civilisation.

Ce projet pourrait mettre en débat et aussi en tentatives de premières réalisations sur le terrain, la liaison entre la nouveauté radicale des pouvoirs (d'une mixité «déléga-

tions/interventions directes») et celle des objectifs sociaux ou sociétaux, ainsi que des moyens économiques et financiers. Ainsi, à l'opposé de l'étatisme, les transformations économiques et sociales proposées se réaliseraient dans le cadre de la promotion de valeurs et de mesures de dépassement des libertés, de la mobilité, des initiatives et de la créativité individuelle, prônées par le libéralisme, mais sans ses inégalités et ses concurrences de destruction et de rejets sociaux, ni la privatisation opposée aux institutions publiques. On viserait des institutions favorisant des partages des moyens et des rôles, avec la décentralisation et la concertation des décisions, jusqu'à chacune et chacun, depuis les entreprises, les services publics et les localités jusqu'au niveau régional, national, européen et mondial.

Ces propositions renvoient aux défis des mutations technologiques et sociales, tout particulièrement ceux des débuts de la révolution informationnelle dans la société du capitalisme et du libéralisme, avec ses ambivalences, ses conquêtes et ses antagonismes.

Les nouveaux moyens, comme les ordinateurs, entraînent la prédominance des informations, dans les opérations matérielles et humaines, économiques et anthropologiques, tandis qu'une même information, comme une recherche, peut être partagée jusqu'à l'échelle mondiale à l'opposé d'une machine qui est ici ou là.

D'où le partage possible et avantageux des coûts de cette information, ou encore de sa création. Cependant, l'exigence de ces partages entraîne dans la société actuelle l'exacerbation des monopoles.

Comme nous l'avons déjà indiqué ailleurs, c'est une des bases de la privatisation des entreprises publiques et de l'expansion formidable des firmes multinationales. Elles peuvent, en effet, partager les coûts de recherche et les autres dépenses de contrôle des marchés à l'échelle du monde entier, à l'opposé de firmes même publiques, essentiellement nationales. Mais elles opèrent ainsi tout en se faisant concurrence entre elles et en tendant à mettre en concurrence les salariés du monde entier, avec tous les conflits et dégâts sociaux.

D'une façon générale, on a, à la fois, l'exacerbation des réseaux monopolistes (de donneurs d'ordre et sous-traitants, etc.), la mise en concurrence des salariés jusqu'à l'échelle mondiale, les rejets sociaux et aussi, au contraire, le besoin de développement de capacités créatrices de toutes les populations, par la formation, la qualification de l'emploi, les responsabilités. Cela entraîne pour le moment la prédominance des monopolisations et de l'individualisme, refoulant les besoins du développement des capacités de chacun et des solidarités de créativité.

Mais on pourrait proposer un renversement de la prédominance, avec des processus de «dépassement», c'est-à-dire conservant les forces du mouvement et de la liberté individuelle sans les destructions sociales.

Quatre ensembles de transformations fondamentales

C'est précisément dans ce sens que va notamment le principe de la sécurité d'emploi ou de formation, où la sécurité pour chacun n'empêche pas le mouvement de suppression d'emplois, mais avec son remplacement par une formation bien rémunérée pour retourner à un meilleur emploi.

D'où l'importance cruciale de la sous-estimation de ce type de transformation dans les divers domaines de la vie sociale. Ce type de problématique monte pourtant de partout,

comme avec les discussions sur les formules dites de «la flexisécurité» dans l'Union européenne ou dans la Confédération Européenne des Syndicats. Elles prétendent combiner mouvement, sécurité et promotion, avec la formation tout au long de la vie, même si pour le moment la flexibilité de rejet d'une partie de la population est prédominante, en raison notamment de l'absence de pouvoirs et de moyens financiers émancipés de la domination du capital financier.

Avec la formation devenant de plus en plus importante pour tous, ce sont les interventions créatrices des salariés dans les entreprises qui pourront se développer avec une expansion beaucoup plus ample des recherches et de leur utilisation.

Un second pilier d'une promotion radicale du modèle social serait constitué par un développement sans précédent des services publics, avec des émulations et des coopérations, et non une concurrence entre eux et avec des services privatisés. Cela concernerait surtout le partage des rôles, avec la formation et la participation créatrice des usagers et de leur association avec tous les personnels, au lieu du traitement des usagers comme des «sujets-objets» administrés ou encore comme clients des différentes offres rivales de services. Cela entraînerait notamment une liaison nouvelle entre service public et vie hors des services.

Une troisième transformation, liée aux deux premières, concernerait une autre gestion des entreprises (faisant avancer des critères d'efficacité sociale) et la promotion de nouvelles entreprises publiques coopérant intimement entre elles ainsi qu'au plan européen et mondial. Ce serait le cas notamment dans l'énergie, les transports et l'écologie (dont le gouvernement reconnaît qu'ils forment un ensemble, tout en favorisant la concurrence contre EDF) ou encore dans la santé, la formation et la culture.

Enfin la quatrième transformation sociale fondamentale articulée à de nouvelles formes de pouvoir, pourrait concerner les institutions de l'Union européenne et celles des relations à l'échelle mondiale. Ici aussi, il faudrait partir des partages des pouvoirs, des moyens financiers, des objectifs sociaux de sécurisation et de promotion. Cela pourrait concerner tout particulièrement la création et l'utilisation partagée de «biens et services communs» au plan international, pour la promotion de chacun, dans chaque peuple. Cela irait depuis la monnaie et le crédit (de la Banque centrale européenne à un autre FMI et une monnaie commune mondiale) à l'éducation et la recherche, l'alimentation, l'eau, la santé, l'écologie, l'énergie et les transports, etc., jusqu'à l'échelle de la planète, en recherchant leur émancipation graduelle de la domination des firmes multinationales. Cela renverrait à un nouvel humanisme, avec les valeurs de respect des capacités créatrices de chaque personne, pour une civilisation d'inter-créativité de tous les peuples et de toutes les aires culturelles, y compris en favorisant un rapprochement oecuménique des religions contre les intégrismes.

Ici aussi cela se réfère aux défis en France de la fin du cycle politique ouvert en 1981, avec la subversion de l'union de la gauche au gouvernement par le social libéralisme, la soumission aux marchés, le ralliement aux forces européennes et mondiales de l'hyper libéralisme. Cette subversion tendrait à se retourner au détriment de la gauche sociale-démocrate elle-même, en faveur de la droite refondue.

D'ailleurs, une fin de cycle peut aussi s'ébaucher et se construire à l'échelle mondiale. Face à l'exacerbation de l'hégémonie planétaire des États-Unis, du libéralisme, et

des antagonismes mondiaux, d'autres développements convergents sont devenus possibles. Cela dans l'Union européenne, comme déjà en Amérique latine, en Chine et partout dans le monde, pour d'autres coopérations et pour une autre civilisation de toute l'humanité dans sa diversité et son unité culturelles.

Les bases sociales d'une refondation de la gauche et de ses diverses composantes,

Pour une construction alternative qui réussisse, les bases sociales renvoient évidemment, en premier lieu, à une union des salariés et aussi des salariés retraités : une union suffisamment large pour devenir majoritaire et à partir de leurs intérêts communs opposés à ceux du capital financier. Nous avons déjà, à ce propos, avancé l'idée de rapprochements nouveaux de toutes les catégories de salariés, plus ou moins qualifiés, plus ou moins précarisés, avec les défis de la révolution informationnelle (avec ses formidables économies de travail et besoins de formation). Il s'agit de rapprochements par le bas, pour ainsi dire, avec la précarisation grandissante, y compris pour les salariés qualifiés ou dans la fonction publique, et de rapprochements par le haut, avec le besoin de formation continue très importante et de responsabilités créatrices dans le travail.

Toutefois, ce rapprochement potentiel est resté encore insuffisant. Cela renverrait d'abord à l'insuffisance du travail sur les propositions nouvelles de sécurisation de l'emploi et de la formation pour chacun, comme sur les intérêts communs de toutes les catégories de travailleurs, chômeurs ou en emploi, des cadres aux peu qualifiés. Cela concerne, à partir de leur force majoritaire, des pouvoirs institutionnels nouveaux (comme des Conférences régionales sur l'emploi et la formation) ainsi que des moyens financiers autres (comme un crédit pour les investissements à moyen et long terme, avec un taux d'intérêt d'autant plus abaissé que seraient programmés emploi et formation).

Mais cette insuffisance se rapporterait aussi aux ambivalences persistantes soit d'intégration aux chefs d'entreprise, soit de rapprochement alternatif, à partir des conditions technologiques et sociales en mutation. Il s'agit notamment de la progression très majoritaire des services et de leurs nouveaux enjeux. Sur cette base, seraient aussi concernées les divisions de genre et de génération ou encore d'origine des salariés et les aspirations nouvelles pouvant les affecter.

La tendance très longue de montée depuis longtemps des services (jusqu'à leur caractère très majoritaire) entraîne les ambivalences opposées de l'intégration plus aisée aux forces capitalistes et de division avec les salariés de l'industrie ou, au contraire, de contribution au rapprochement entre tous les salariés, plus ou moins qualifiés, plus ou moins travailleurs informationnels.

L'aiguïssement récent de ces ambivalences renverrait, notamment, à la montée des suppressions d'emplois dans les services avec le développement des nouvelles techniques et aussi de mise en concurrence avec les délocalisations. D'où la crainte de déclassement et son utilisation réussie par la droite, ou au contraire les rapprochements nouveaux renforcés de tous les salariés, y compris grâce à une vision nouvelle à gauche des relations entre services et industrie. Cependant, à propos de la fin du cycle ouvert par la présidence de Mitterrand en France, l'appui privilégié du PS sur les couches salariées non ouvrières, comme la difficulté du PCF à agir en direction et pour le rapprochement de

toutes les couches de salariés atteindraient peut-être leurs limites avec les échecs répétés du PS à l'élection présidentielle et l'effondrement du PCF. De même, l'opposition de la montée des revendications dites sociétales aux revendications sociales, considérées comme traditionnelles, toujours pour diviser et minorer les forces de transformation de portée révolutionnaire, irait aussi vers ses limites, avec sa récupération par la droite, la dérive socialiste vers les thèmes de la droite, les oppositions du sociétal et du social désormais aussi au PCF en flattant les «bobos», au détriment d'un rassemblement radicalement transformateur à gauche.

Trois ensembles de bases sociales

D'où, aussi le besoin de l'appel beaucoup plus hardi à gauche, avec les concertations sur les mesures correspondantes, au rapprochement entre les trois bases sociales dominées par les monopolisations du capitalisme et du libéralisme, des moyens matériels et ainsi informationnels ainsi que des rôles sociaux et des pouvoirs. Ces bases sont : l'ensemble des diverses catégories de salariés, les femmes contre les discriminations et les dominations de genre, les jeunes et les personnes âgées contre des dominations âgistes, les personnes issues de l'immigration ainsi que tous les peuples et aires culturelles de la planète. La convergence de toutes les revendications de non monopolisations mais de partage des pouvoirs, des moyens et des rôles, favoriserait aussi le rapprochement entre les salariés eux-mêmes et ce rapprochement contribuerait à son tour aux autres convergences.

Il convient de souligner que ce ne sont pas seulement les forces conservatrices de la droite, mais aussi les forces conservatrices à l'intérieur de toutes les composantes de la gauche qui pourraient s'opposer à de telles refondations ou novations créatrices des formes politiques, des propositions d'un projet de société, des bases sociales, d'une transformation de portée révolutionnaire en France et de sa contribution à la transformation de l'Union européenne et dans le monde.

Il ne suffira pas, pour refonder de façon efficace à gauche et dans ses composantes, de la montée prévisible des désillusions et des contradictions des transformations à droite de la révolution conservatrice. On ne pourra pas non plus seulement compter sur les obstacles du capital financier aux besoins populaires, ni sur les nouvelles difficultés économiques et sociétales mondiales pourtant prévisibles pour un avenir proche.

Ce sont sans doute les exigences des luttes, non seulement de résistance mais aussi pour des propositions alternatives donnant le plus de force à ces résistances, face aux mesures de transformation profonde et réactionnaire du nouveau pouvoir qui fourniront le meilleur terrain des refondations à gauche. Cela concerne, par exemple, la riposte aux défis radicaux sur le contrat de travail unique ou sur la prétendue sécurisation des parcours professionnels. Ces refondations ou novations ne sauraient être coupées, dans de simples débats et forums, de ces luttes. Et celles-ci devraient pouvoir être articulées aux élaborations d'alternatives hardies et même à des tentatives d'expérimentation sur le terrain des entreprises, des services publics, des régions et des localités, en mettant en relation nouvelle les militants politiques des formations de gauche, les syndicalistes et les associatifs de diverses obédiences, le plus possible de citoyens et de travailleurs ■